

# La « hattah » et le képi

1. **D**OS les événements qui se déroulent au Moyen-Orient confirment ce qu'à plusieurs reprises nous avons écrit ici-même sur l'importance qu'il convient d'accorder au « facteur militaire » dans la crise actuelle — et, par « facteur militaire », nous entendons la force des fractions républicaines et autoritaristes des armées des pays arabes. Ceci permet de trouver une explication à bien des contradictions de la situation présente, tout en plaçant, au surplus, la question israélo-arabe dans une perspective nouvelle.

Dire que les Etats arabes refusent l'existence d'Israël en tant qu'Etat est exact, mais cette formule doit être nuancée, car elle recouvre plusieurs réalités différentes. Sans doute faut-il tenir compte du racisme latent dans les masses arabes, des fondements religieux de l'opposition au sionisme, de l'exaltation de ces sentiments dans le cadre de la « renaissance arabe ». Mais, alors que jusqu'à la guerre de Palestine qui, entre le Jourdain et la Méditerranée, mit face à face le nationalisme arabe et le nationalisme juif, la « renaissance arabe » était l'objectif d'hommes politiques, d'intellectuels, de chefs religieux, elle est, depuis cette guerre, devenue l'objet de la révolte de fractions importantes de l'armée, dont les chefs revinrent de Palestine avec l'impression que l'incapacité de leurs gouvernements avait été la cause de la défaite. De nombreux officiers se résolurent à l'action.

L'orage éclata en Syrie, où le coup d'Etat du colonel Husni-El-Zaim, en mars 1949, secoua le joug de l'oligarchie féodale et conservatrice. Sans doute ce gouvernement ne dura-t-il que six mois, mais il avait ouvert la voie à Adib - ech - Chichakly, symbole des tendances républicaines de l'armée syrienne — et à Abdul Hamid Sarraj, entre les mains de qui Choukry El Kouatly et Sabri El Assali ne sont que des jouets.

C'est contre Farouk et la monarchie, rendus responsables de la défaite de Palestine, que, le 23 juillet 1952, le général Mohammed Neguib se dressa — ce coup de force devant se poursuivre par la proclamation de la République en juin 1953 et par la dictature de Gamal Abdel Nasser.

En Jordanie, Ali Nabu Nawar voulait s'inspirer des exemples syrien et égyptien, bien qu'ayant été formé par Glubb Pacha. Le roi Hussein l'a contraint à l'exil — mais avec lui sont partis à Damas Ali El Hlayyari et Mahmoud Moussa. Si un conflit éclatait, Hussein ne serait probablement soutenu que par les Bédouins, a-politiques, fidèles à cette monarchie hachémite qui n'est qu'une expression politique des traditions du désert.

A plusieurs reprises, nous avons écrit que l'on ne pouvait comprendre les problèmes actuels du Moyen-Orient sans tenir compte des ambitions de Nasser, Sarraj et Nawar — ces ambitions débordant du cadre des aspirations personnelles. Or, aujourd'hui, la crise jordanienne dresse face à face des officiers « de gauche » et une monarchie n'ayant pris aux temps modernes que certains éléments du confort matériel et l'usage du carnet de chèques. Contre l'alliance Séoud-Hussein (le cas de Noury El Saïd est infiniment plus complexe) il est normal (et politiquement logique) que s'allient les officiers pro-nassériens et les éléments pro-communistes, les principes et les objectifs de la « doctrine Eisenhower » constituant le ciment de cette alliance.

Jusqu'à maintenant, on classait les pays du Moyen-Orient en deux groupes : ceux qui possèdent du pétrole, ceux qui n'en possèdent pas ; cette distinction d'ordre géographique expliquant bien des traits du comportement politique. Il faut envisager une autre ligne de clivage, entre les pays où l'armée veut exercer le pouvoir politique (Egypte, Syrie, Jordanie) et ceux où elle est soit inexistante (Arabie) soit aux ordres du pouvoir politique (Iran).

Aussi bien peut-on se demander qui, en fin de compte, l'emportera à Amman : les hommes coiffés de la hattah, fidèles à Hussein par principe, ou les hommes qui, formés à l'école occidentale, refusent que l'armée soit apte simplement aux parades officielles ? L'enjeu de la lutte qui se livre à Amman met ainsi en question l'ensemble des structures politiques du Moyen-Orient.

Pierre Roustide

9.20.1957

Combat 25. 4. 57